



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 10/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DSM Nutritional Products France

BOULEVARD D'ALSACE
BP 170
68128 Village-Neuf

Références : 0006700429_2024_05_28_DSM_VIIC_retentions
Code AIOT : 0006700429

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement DSM Nutritional Products France implanté 1 Boulevard d'Alsace 68128 Village-Neuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DSM Nutritional Products France
- 1 Boulevard d'Alsace 68128 Village-Neuf
- Code AIOT : 0006700429
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société DSM Nutritional Products France exploite des installations de production de vitamines et de caroténoïdes, classées Seveso Seuil Haut et soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétenion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dimension rétention produit chimique	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 15.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Qualité rétention	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 15.1	Sans objet
3	Incompatibilité rétention	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 15.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

:

Concernant le point 1 (article 15.1 de l'Arrêté Préfectoral du 01/07/2013), l'exploitant n'a pas été mesure de justifier qu'il dispose d'un volume de rétention permettant de respecter la prescription.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimension rétention produit chimique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 15.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés.Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant justifie de ses volumes de confinement dans son étude de dangers (EDD) de 2023. Par échantillonnage, les volumes ont été contrôlés au niveau du parc à citerne 11. Il a été constaté plusieurs problèmes au niveau des calculs présentés.</p> <p>1. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté des mesures de rétentions incohérentes avec celles présentées dans l'étude de dangers.</p> <p>Les mesures des largeurs, longueurs et hauteurs des rétentions ont été effectuées à l'aide d'un mètre. Par exemple, la hauteur mesurée pour le muret entre la sous cuvette chlorure de méthyle et la sous-cuvette soude est de 2 mètres, et 2 mètres également entre la sous-cuvette acide sulfurique et la sous-cuvette acide chlorhydrique. Dans l'EDD, il est indiqué une hauteur de 1,15 mètres. Les largeurs mesurées sont de 5 mètres (sous-cuvette acide chlorhydrique), 5,10 mètres (sous-cuvette acide sulfurique), 6 mètres (sous-cuvette soude) et 5,30 mètres (sous-cuvette chlorure de méthylène). Dans l'EDD, il est indiqué une largeur de 5 mètres à chaque fois.</p> <p>2. Les calculs du volume de rétention présentés dans l'EDD ne prennent pas en compte le volume occupé par les pieds en béton des citernes et le volume occupé par les citernes. Or, le volume pris par les citernes qui ne fuient pas doit être soustrait au volume de rétention disponible total. (Par exemple, dans une rétention contenant 3 citernes, le volume de 2 citernes doit être considéré comme occupé en cas de fuite d'une des citernes).</p> <p>Ainsi, les éléments présentés par l'exploitant ne permettent pas de conclure quant au respect de la prescription. Les mesures conduisent à constater une sous-estimation du volume de rétention dans l'EDD, mais ce volume est également surestimé par la non prise en compte de la présence des volumes occupés par les citernes et leurs socles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de présenter des éléments de dimensionnement permettant de</p>

justifier du volume de confinement pour chaque rétention, afin de déterminer ou non sa conformité à la prescription. L'exploitant engagera la même démarche pour les parc à citernes 12 et 16.
L'inspection fait également observer que lors de la réalisation des contrôles d'étanchéité mentionnés au point 2, il appartient à l'exploitant de prendre en compte le volume occupé dans la rétention par l'eau utilisée lors du test, et d'effectuer le test avec des citernes vides ou suffisamment partiellement vides pour éviter un débordement en cas de fuite pendant le test.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Qualité rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 15.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son dispositif d'obturation [...] qui doit être maintenu fermé, commandé de l'extérieur de la cuvette. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>Le conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a procédé à un contrôle visuel des rétentions du PAC 11. Notamment, la présence de carrelages anti-acide a été constatée sur les rétentions correspondant aux citernes d'acide chlorhydrique et sulfurique.</p> <p>L'exploitant a dit procéder tous les 3 ans à un contrôle d'étanchéité. Ce contrôle consiste au remplissage de la rétention par une hauteur d'eau de l'ordre de grandeur de 100 mm. Après 24h, la hauteur d'eau est contrôlée et la variation éventuelle est comparée à celle d'un témoin (seau). Le rapport des deux derniers contrôles, datés d'octobre 2019 et août 2022, ont été fournis par mail du 28/05/2024. Ceux-ci montrent que l'étanchéité des rétentions est conforme.</p> <p>L'Inspection n'a pas observé la présence de moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>Ce point de constat n'appelle pas de remarque supplémentaire de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Incompatibilité rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 15.2
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
[...]

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'au PAC 11, les produits incompatibles ne sont pas associés à une même sous-cuvette de rétention.

L'EDD indique que « La plupart des cuvettes sont divisées en sous-cuvettes pour limiter la propagation de fuites éventuelles et éviter les réactions de produits incompatibles (acides et bases, par exemple). Dans cette configuration, les murs périphériques de la cuvette de rétention sont plus hauts que les murs séparatifs des sous-cuvettes, ce qui permet dans certains cas un débordement entre les sous-cuvettes ». Les calculs présentés dans l'EDD considèrent cependant chaque sous-cuvette comme un volume indépendant. De plus, des produits incompatibles sont situés dans des cuvettes adjacentes (acide sulfurique et soude, chlorure de méthylène et soude). L'Inspection demande à l'exploitant de clarifier sa position sur la possibilité ou non de débordement entre sous-cuvette.

Observation : L'Inspection fait également observer à l'exploitant qu'en cas de travaux ou de modifications des PAC, il peut être pertinent de réfléchir à une configuration dans laquelle des produits incompatibles ne sont pas situés dans des cuvettes adjacentes.

L'inspection fait également observer que lors de la réalisation des contrôles d'étanchéité mentionnés au point 2, si les produits présents dans les citernes sont susceptibles de réagir avec l'eau, il appartient à l'exploitant de procéder au contrôle avec les citernes vides pour éviter une réaction violente avec l'eau en cas de fuite pendant le test.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de clarifier sa position sur la possibilité ou non de débordement entre sous-cuvette, notamment dans son étude de dangers.

Type de suites proposées : Sans suite